

# **La reterritorialisation par le local : les municipalités dans les banlieues de Beyrouth comme acteurs clés dans la fabrique urbaine d'une ville fragmentée**

Jihad FARAH

Les dernières décennies voient d'importants changements secouer profondément la représentation séculaire de ce qu'est une « ville ». Ces changements sont d'ordres morphologiques, économiques, sociaux et politiques. L'étude de ces changements devient rapidement une des thématiques dominantes dans les travaux sur l'urbain. Les théories tentant de les expliquer fleurissent dans toutes les disciplines. Une des entrées qui nous semblent les plus intéressantes pour saisir ces processus de restructuration de la ville, est celle de l'organisation des différenciations socio-spatiales.

Les travaux sur les différenciations socio-spatiales avancent un grand nombre de concepts et de théorisations des rapports sociaux, économiques et politiques en ville à travers l'interprétation des relations qui lient les entités socio-spatiales dans le système ville. La chronologie de l'apparition ces concepts est en elle-même révélatrice de l'évolution réelle des processus de restructuration de la ville comme des représentations que se font les chercheurs de celle-ci. Ainsi après une quasi-hégémonie du concept de ségrégation dans l'analyse des différenciations socio-spatiales en ville, les dernières décennies voient se développer une série d'autres concepts comme la marginalisation, la relégation et la fragmentation urbaines. L'organisation de la différence en ville n'est plus comme dans la ségrégation une donnée de base du fonctionnement du système ville, elle devient le reflet d'une crise structurelle de celui-ci dans les concepts de marginalisation et de relégation, ou encore de l'« explosion » du système ville et de la restructuration profonde des rapports économiques, sociaux et politiques sur d'autres échelles. La fragmentation urbaine est particulièrement intéressante dans le questionnement de la question de la (dé)territorialisation de la ville.

## **La fragmentation comme déterritorialisation de la ville**

Si la fragmentation urbaine n'est pas forcément le résultat d'une « coupure radicale » historique dans les dynamiques de production de la ville comme le prétendent Dear & Flusty (1998), elle est sûrement une coupure radicale dans la façon de concevoir et représenter la ville. Le corpus sur la fragmentation urbaine présente une ville bien différente de la ville traditionnelle ou industrielle. La modélisation emblématique en échiquier qu'en font Dear & Flusty (1998), aux antipodes de la modélisation en couronnes concentriques de Burgess (1926 dans Grafmeyer & Joseph, 1979) qui a longtemps dominé la représentation de la ville, est assez expressive de ce bouleversement. La ville fragmentée est ainsi une ville qui a perdu sa centralité. Les entités socio-spatiales qui se développent sur ses périphéries comme celles plus péricentrales ne sont plus des extensions du centre se définissant par rapport à lui. Elles se développent indépendamment de lui, et même de leur entourage direct. Certaines se tournent vers des réseaux qui les lient avec d'autres entités plus loin dans l'agglomération ou carrément dans d'autres villes à l'autre bout du monde. La ville devient ainsi un ensemble de nœuds et de réseaux qui se déploient dans un même espace mais qui fonctionnent par rapport à des logiques ancrées dans d'autres échelles. La ville fragmentée ainsi conçue est belle et bien une ville déterritorialisée, où les systèmes d'organisations territoriales de la production économique et de la reproduction sociale, culturelle et identitaire, gérant les rapports centre-périphérie ainsi que ceux de ville-arrière-pays, ne fonctionnent plus.

L'espace n'a plus de valeur intrinsèque, il n'est plus qu'un support dont la valeur vient de sa place non pas dans sa géographie territoriale mais dans le réseau dans lequel il s'inscrit.

Nous adhérons globalement au corpus de la fragmentation urbaine, notamment le fonctionnement de plus en plus réticulaire des entités socio-spatiales des agglomérations urbaines et leur inscription dans des réseaux de production et de développement souvent supra-locaux. Toutefois, nous pensons que la logique territoriale est toujours au centre d'importants processus de production de l'urbain aujourd'hui. En fait, il nous semble que le politique, dans ses dimensions institutionnalisation, gouvernance et action publique, joue fortement dans le sens d'une reterritorialisation de la ville ; une reterritorialisation qui doit chercher à s'articuler aux dynamiques propres des entités socio-spatiales en place.

### **L'échelle métropolitaine et l'échelle locale comme échelles de reterritorialisation ?**

Cette reterritorialisation se fait principalement aujourd'hui sur deux échelles différentes. La première métropolitaine, basée sur l'initiative des intercommunalités d'agglomération, des gouvernements urbains ou encore dans certains cas des acteurs de l'Etat central, l'autre sur une échelle plus locale, s'appuie sur l'initiative des municipalités.

De nombreux acteurs politiques comme de nombreux chercheurs défendent une refondation de la Ville depuis l'angle du politique. Ainsi, devant la crise du modèle de gouvernement de l'Etat-nation moderne, la métropolisation est accueillie comme une nouvelle échelle d'action possible et même nécessaire. Échelle stratégique du redéploiement de la globalisation économique, elle gagne un poids politique croissant aux dépens de l'Etat-nation. Ainsi en s'appuyant sur une gouvernance ouverte aux acteurs de la société civile et le secteur privé, elle pourrait devenir la garante d'une gestion plus avertie et inclusive de territoires urbains de plus en plus complexes. D'autre part, des outils comme la valorisation – ou même la construction – d'une « identité » métropolitaine ainsi qu'une approche de projet stratégique articulant soucis d'investissement économique et restructuration de l'espace urbain sont présentés comme capables de faire émerger des territoires métropolitains résilients. Dans les dernières décennies beaucoup d'institutions métropolitaines se sont engagées dans cette voie.

Si pour beaucoup d'acteurs politiques et de chercheurs, la métropole est ainsi le nouveau cadre qui redonnerait un sens au vivre-ensemble – un territoire ouvert, mixte et diversifié – nous ne pensons pas que le dépassement de la fragmentation urbaine au cœur de ce projet et l'articulation des différentes entités socio-spatiales en place dans l'agglomération au projet de métropolisation soit chose évidente. En fait, le sens de la métropolisation est dans l'articulation à la globalisation qu'elle rend possible. Toutefois, cette articulation ne touche réellement qu'une partie restreinte des entités socio-spatiales de l'agglomération. Ce qui pose la question de la polarisation de l'agglomération urbaine entre entités connectées à et entités déconnectées de la globalisation. Ainsi, comme le précise Genestrier (2002), la métropolisation ne ferait que transférer à une autre échelle les problèmes de l'Etat-nation, notamment en termes d'accès aux ressources et de justice sociale, sans pourtant être mieux armée pour les résoudre. Harvey (2004) va plus loin en liant ce retour des villes à la conquête capitaliste de la ville et de ses espaces qui ont gagné une valeur stratégique nouvelle dans la vague actuelle de redéploiement économique qu'impose la globalisation. Ainsi la métropolisation garderait les dérives potentielles de l'Etat-nation, notamment les risques d'autoritarisme et de technicisme, tout en n'ayant pas la légitimité de celui-ci.

Nous nous étalerons pas plus ici sur le débat sur la métropolisation et sa capacité réelle à refonder la territorialité de la ville et à assurer des modes d'action qui prennent en compte la

complexité socio-spatiale croissante des agglomérations urbaines. Notre intervention se focalise plutôt sur le local comme autre échelle d'action et de territorialisation. Notre propos est que l'action locale ramène une forte reterritorialisation aux agglomérations urbaines. Les enjeux de l'action locale sont des enjeux de territoire. Les deux dimensions de la territorialisation – à savoir l'appropriation spatiale et l'organisation systémique d'un espace, d'une société et ses activités – sont au centre de l'action locale. Les logiques et stratégies d'action sont aussi des logiques territoriales : on parle bien de conquête, d'union ou encore de fédéralisation. Enfin, les acteurs sont ici des acteurs locaux avec des ancrages importants dans des entités socio-spatiales spécifiques. C'est les particularités des réseaux d'acteurs municipaux comme ceux des entités socio-spatiales dans les périmètres municipaux qui définissent les stratégies d'action possibles et la façon dont va se construire les différentes territorialisations à partir du local.

Dans cette intervention, nous nous appuyerons sur le cas de Beyrouth et plus spécifiquement de trois municipalités dans les banlieues de cette ville comme cas d'étude.

### **Beyrouth et ses banlieues entre projet de métropolisation et retour du local**

Beyrouth est bien une ville fragmentée. Bien avant la guerre civile (1975-1990) des processus de fragmentation définissent les relations entre les différentes entités socio-spatiales de cette ville. Ici n'est pas le lieu de s'étaler sur l'histoire de la fragmentation à Beyrouth et sa complexification à travers le temps, nous nous suffirons de souligner que celle-ci est toujours la principale logique de différenciation socio-spatiale dans cette ville et qu'elle agit à différentes échelles. Ainsi les territorialisations communautaires formées, ou consolidées, pendant la guerre civile sont toujours à l'œuvre, mais en leur sein se côtoient les entités socio-spatiales de tout genre (grands équipements, quartiers résidentiels populaires ou huppés, secteurs industriels, grands espaces verts, quartiers informels, zone de loisirs, très grandes surfaces commerciales...) qui se développent plus ou moins indépendamment les unes des autres.

Dans l'après-guerre, les autorités centrales lancent une stratégie de reconstruction de la ville. Cette stratégie n'est pas officialisée dans un document officiel, toutefois, elle cadre le gros des projets et interventions des autorités publiques à Beyrouth à cette époque. Elle est pilotée par le conseil de développement et de reconstruction rattaché directement au bureau du premier ministre. Cette stratégie vise d'un côté à désenclaver les territoires de la guerre et d'autre part à mettre Beyrouth sur la carte de la globalisation en faisant de la ville une importante plateforme pour les affaires au niveau du Moyen-Orient. Cette stratégie de reconstruction est en fait aussi une stratégie de métropolisation pilotée directement par les autorités centrales<sup>1</sup>. Elle comprend surtout un important programme d'infrastructures viaires et nombre de projets urbains dont le plus important est celui du centre-ville. C'est à partir de ces grands projets urbains que les acteurs centraux pensent restructurer l'espace de la ville et assurer les équipements nécessaires pour favoriser une nouvelle dynamique d'ouverture à la globalisation.

Cela est toutefois sans compter sur les résistances de nombreux acteurs communautaires, institutions religieuses, partis et hommes politiques, qui maintiennent une présence forte dans les différents quartiers de la ville. De longues négociations entre ces différents acteurs et les autorités centrales arrivent souvent à des blocages et au gel de certains projets. En fait, ces négociations entremêlent des questions d'ordre local, métropolitain et national, ainsi que des dossiers politiques, économiques et sécuritaires. La méfiance mutuelle des

---

<sup>1</sup> Pas d'intercommunalité d'agglomération à Beyrouth ni de gouvernement métropolitain

différents acteurs fait qu'on cherche à assurer des accords globaux difficilement envisageables dans la complexité de la situation politique. C'est ainsi précisément à ce moment, en 1998, que l'idée de relancer les élections municipales – 35 ans après les dernières élections – commence à faire son chemin dans les hautes sphères de décision politique.

Le retour des municipalités permet d'ouvrir un espace d'action aux acteurs locaux. La guerre et l'après-guerre voient, en fait, une effervescence de nouveaux acteurs notamment associatifs qui se manifestent sur le plan local mais qui restent hors du champ politique monopolisé par de grandes structures politiques au niveau national. D'autre part, le retour des municipalités permet de transférer de nombreux enjeux secondaires au local aidant à alléger le blocage au niveau national.

De 1998 à 2010, les municipalités, notamment dans les banlieues de Beyrouth, sont parmi les acteurs qui contribuent le plus à la « fabrique urbaine » de cette ville, en engageant de grands projets d'équipements, d'infrastructures, d'espaces publics, des services... Ces stratégies s'inscrivent dans des stratégies territoriales dont le but central est de contrôler des périmètres municipaux qui en 1998 semblent échapper encore à ces acteurs municipaux.

### **Les enjeux de la reterritorialisation municipale**

La définition de la plupart des périmètres municipaux dans les banlieues de Beyrouth remonte à la création des municipalités dans ces banlieues dans la deuxième moitié du 19<sup>ième</sup> et la première moitié du 20<sup>ième</sup> siècle. Les localités concernées sont à cette époque encore des grands villages séparés les uns des autres par des champs et avec chacun une forte identité locale. Les fortes migrations et urbanisation de la deuxième partie du vingtième siècle ainsi que la guerre civile modifient profondément ces localités. Dans l'après-guerre, on se retrouve dans ces banlieues avec un continuum urbain dense et une population à très grande majorité d'immigrants de première ou seconde générations venues suite à un exode rural massif et continu. La guerre civile banalise le sens des périmètres municipaux et impose ceux des territorialisations communautaires. Toutefois, pour des raisons politiques<sup>2</sup>, les périmètres municipaux et les registres des électeurs sont maintenus aux élections municipales de 1998 sur la base de la situation d'avant-guerre. Ainsi on vote dans la localité d'origine de sa famille et non où l'on habite, avec comme conséquence dans les banlieues de Beyrouth de réduire les électeurs à une mince frange de la population issue des clans familiaux traditionnels dans les différentes localités.

La (re)construction des territoires municipaux – une échelle qui perd sa pertinence pendant la guerre – doit se faire en s'articulant au projet de métropolisation de l'État et aux territorialisations communautaires des grands acteurs politiques. En même temps, elle doit articuler, en les intéressant et les « enrôlant », les projets des acteurs associatifs, économiques et religieux ancrés dans les quartiers des communes.

### **Trois cas d'étude, trois situations type**

Les acteurs municipaux dans l'agglomération beyrouthine partagent bien le même défi central de donner de la pertinence à une échelle spatiale et politique qui n'existait plus. Toutefois, la façon de faire face à ce défi varie considérablement d'une municipalité à l'autre. Une bonne partie de cette différence est en rapport avec la situation de la localité, l'autre avec les particularités du réseau d'acteur contrôlant la municipalité. Nous avons choisi ici trois cas

---

<sup>2</sup> Principalement la question des déplacés qui pour leur très large majorité, en 1998, ne sont pas de retour dans leurs localités d'origine.

d'étude qui nous semblent des archétypes de situations différentes qu'on retrouve dans ces banlieues.

Ghobeiri est une localité dont la population est très majoritairement d'une seule communauté, chiite, et dont le réseau d'acteurs municipal est composé notamment d'acteurs affiliés à un parti politique, le Hezbollah. Son leadership est dynamique et entreprenant avec une longue expérience du monde associatif, notamment à la tête des structures sociales du Hezbollah.

Chiyah est une localité coupée par la ligne de démarcation de la guerre civile en deux secteurs. L'un à l'est avec une population issue de communautés chrétiennes, l'autre à l'ouest avec une population issue de la communauté chiite. La municipalité est tenue par une coalition de clans familiaux issus des communautés chrétiennes. Le réseau d'acteurs municipal est assez large et diversifié comprenant au côté des clans familiaux, des acteurs associatifs, des institutions religieuses et des acteurs économiques. Son leadership entreprenant et ambitieux est issu du monde des affaires.

Furn AlChebbak est une localité dont la population est très majoritairement des communautés chrétiennes. La municipalité est contrôlée par des notables issus des clans familiaux traditionnels de la localité. Le réseau d'acteurs municipaux est ici assez restreint et se limite essentiellement à certains clans familiaux et leurs notables. Le leadership est notabiliaire traditionnel sans grandes ambitions.

### **Des stratégies territoriales différentes**

On peut identifier ici trois stratégies territoriales différentes dans la construction des territoires municipaux : le projet d'union, un stratégie de (re)conquête et une logique de fédéralisation.

#### *Un projet d'union*

Chiyah a payé le prix lourd de la guerre : destruction massive, ligne de démarcation et déplacement d'une part de la population. La localité est la ligne de front de deux territorialisations communautaires qui se confrontent. C'est cette nouvelle géographie qui domine toujours les esprits de la population en 1998. Pour le réseau d'acteurs municipal l'enjeu central est de transcender cette géographie de la guerre. Les clans familiaux au centre de ce réseau d'acteurs ont été, en fait, totalement marginalisés pendant la guerre au profit des milices des partis. Ainsi pour ces clans la question est aussi bien politique qu'identitaire. Toutefois, ils sont dans l'incapacité de gagner une confrontation ouverte avec les structures partisans qui ont le soutien d'une partie importante de la population. La stratégie du réseau d'acteurs de Chiyah est ainsi de rallier cette population autour d'un projet qui puisse rassembler ses acteurs et entités socio-spatiales. Il se détaille en quatre volets.

La restitution d'une « identité locale » est le premier volet de cette stratégie. Cette identité locale est présentée comme un ancrage pluriséculaire qui a été déstabilisé par la guerre et dont la reconnaissance et la défense serait une priorité pour sortir de l'image de la guerre qui stigmatise la localité. Cette identité locale se fonde d'un côté sur une histoire locale, de l'autre sur une géographie locale. Sans surprise, les héros de cette histoire locale sont les clans familiaux traditionnels et la paroisse religieuse ; les acteurs au centre du réseau d'acteurs municipal aujourd'hui. En fait, l'objectif premier de cette histoire locale est de donner une légitimité historique à ces acteurs et remettre en question la représentation des partis qui y deviennent des intrus, à la limite des usurpateurs. La géographie locale promue par le réseau

est à Chiyah une résurrection des toponymies anciennes pour contrer les toponymies instituées pendant la guerre et adoptées par la population. La promotion de cette identité se fait notamment dans les publications de la municipalité, dans son discours officiel comme dans une importante campagne de toponymie officielle touchant nouvelles rues et espaces publics qu'elle met en place. Cette identité a pour but de rassembler tous les acteurs qui cherchent à transcender l'époque de la guerre. C'est le cas des clans familiaux, des paroisses mais aussi d'un grand nombre d'acteurs économiques et associatifs qui intègrent le réseau d'acteurs municipal.

Le second volet est un projet urbain sur la ligne de démarcation. Ce projet n'est ni repris dans un document officiel ni voté comme tel au conseil municipal. C'est plutôt un ensemble d'actions que le réseau d'acteurs comptait mettre en place et qui sont présents dans le programme électoral de 1998. Le but du projet est de créer une importante centralité fonctionnelle et économique sur la ligne de démarcation. Une centralité qui émergerait au niveau métropolitain, attirant une clientèle potentielle des deux côtés de la ligne de démarcation, qui permettrait d'en finir avec celle-ci et qui jouerait le rôle de locomotive pour le développement du reste de la localité. Ces actions comprennent la restauration des anciens quartiers de la localité détruits par la guerre, surtout le quartier de l'église autour duquel devait se développer le projet. Elles comprennent aussi la création de plusieurs équipements dont le palais municipal, ainsi que la mise en place d'un projet de logements sociaux. À côté de ces actions publiques, d'autres acteurs privés s'engageraient dans divers projets qui complémenteraient la dynamique du projet. La paroisse, par exemple, grand propriétaire foncier dans cette zone, pensait développer un important complexe résidentiel, de bureaux et de commerces.

Le troisième volet est le lancement d'une dynamique de développement économique axée sur le commerce. À Chiyah on retrouve un très grand nombre de commerces et deux souks des deux côtés de la ligne de démarcation. La municipalité s'engage comme partenaire l'association de commerçants du souk à l'ouest de la ligne de démarcation dans le développement de son souk. Celle-ci finit par intégrer le réseau d'acteurs municipal. Ce dernier fonde lui-même une association pour cadrer le développement de l'autre souk.

Le quatrième volet est le développement d'équipements, notamment en termes de terrains de jeux et d'espaces verts dans tous les quartiers de la localité.

Cette stratégie mobilisant l'identitaire, l'économique, les services utilise différents registres de construction territoriale pour promouvoir un Chiyah, un et indivisible.

#### *Une stratégie de (re)conquête*

La guerre est aussi dévastatrice à Ghobeiri qu'à Chiyah. Toutefois, elle prend des aspects différents. La guerre renvoie vers Ghobeiri des dizaines de milliers de ménages déplacés par l'invasion israélienne du Liban en 1982. Cette population dont la très grande majorité est de communauté chiite s'installe dans des quartiers informels dans la zone des sables à l'ouest de Ghobeiri. Dans l'après-guerre, cette zone est incluse dans un projet de restructuration qui touche toute la zone des sables de la banlieue sud de Beyrouth, couvrant plusieurs municipalités, et piloté par un établissement public créé spécialement et appelé ELYSSAR. Cette situation prive la municipalité de Ghobeiri de près de la moitié de son périmètre municipal dans lequel ELYSSAR seul a droit d'intervention. Cependant, ce projet créé en 1995 butte rapidement sur un blocage politique qui oppose le gouvernement aux principaux acteurs communautaires de cette banlieue, les partis chiites Amal et Hezbollah. Ceci mène au gel du projet.

En 1998, une liste soutenue par le Hezbollah à la tête de laquelle se trouve un des leaders du parti, qui est aussi un notable issu d'un important clan familial à Ghobeiri, réussit à battre la liste opposée formée de notables d'autres clans familiaux soutenus par Amal. C'est une des plus grandes réussites électorales du Hezbollah et en même temps un important défi pour le futur du parti. En fait, ce parti n'a jamais participé à aucun gouvernement. Il a une importante aura comme le parti de la résistance contre Israël, son nébuleuse associative est créditée d'un haut professionnalisme, toutefois beaucoup sont sceptiques quant à sa capacité de gouverner et certains craignent même une dérive conservatrice si le parti accède au pouvoir. Ainsi la gouvernance de la municipalité de Ghobeiri représente un test pour le parti, qui décide d'en faire un cas pilote.

Dans cette perspective, le projet d'ELYSSAR représente le principal obstacle devant les ambitions du réseau municipal de Ghobeiri. La zone des sables constitue l'essentiel des réserves foncières de la localité, et son ouverture sur la mer. Pour cela, la reconquête de cette zone devient un enjeu stratégique pour ce réseau municipal. Pour cette reconquête, il a le soutien politique du parti comme d'une large partie de la population qui a été laissée pour compte avec le gel du projet. Il peut compter sur l'expertise technique de l'associatif du Hezbollah qui se trouve au cœur même du réseau. La stratégie mise en place se déploie en deux volets.

Le premier volet comprend un nombre d'interventions notamment en termes d'implantation d'infrastructures de services dans les quartiers informels de la zone ELYSSAR. Cela représente clairement une contravention aux lois en vigueur. Toutefois, le réseau réussit à se saisir de la mobilisation de la population des quartiers informels pour présenter son intervention comme une action humanitaire nécessaire dans une situation d'extrême urgence et à laquelle les autorités centrales ne semblent pas capables de faire face. Ceci inclut par exemple le forage d'un puits et l'installation d'un réseau d'eau potable qui dessert près de 300 familles dans un quartier, c'est aussi la création d'un réseau de canalisation pour capturer l'eau de pluie qui court dans les rues et forme un immense étang d'eau fétide au bas de la colline où se trouve un autre quartier, et la mise en place d'une digue de sacs de sables pour casser les vagues trop hautes balayant les habitations d'un troisième quartier informel sur la plage. Une autre façon d'intervenir dans ces quartiers comprend divers projets qui ne touchent pas directement l'espace physique des quartiers mais qui néanmoins affectent sa population et confirme la présence de la municipalité dans ces quartiers. C'est par exemple la mise en place avec des programmes de développement internationaux un projet pilote de triage des déchets dans un quartier, ou l'organisation des kiosques des marchands ambulants dans un souk populaire d'un autre quartier.

Le second volet est la création d'espaces publics et d'équipements. Cela ne vise pas seulement la zone des sables mais la comprend. En fait, les aménagements d'espaces publics et les équipements sont ce qui a de plus visible dans l'action municipale. En les multipliant, le réseau municipal ne fait pas que répondre à une demande certaine, il affirme sa présence et son appropriation du territoire municipal. Bien que la municipalité ne peut procéder à des opérations d'urbanisme, d'expropriation ou tracer des voiries dans la zone d'ELYSSAR rien ne lui interdit d'acheter des terrains et y construire des projets. Bien que la municipalité de Ghobeiri est une des plus riches municipalités au Liban en termes de rentrées, elle doit faire face aussi à des dépenses très élevées pour répondre aux besoins d'une population nombreuse et pour combler un grand manque en infrastructures et en services. Ce qui ne lui laisse pas assez d'excédents à investir dans la construction d'équipements. Toutefois, elle a réussi à mettre en place une stratégie alternative de financement qui a connu un grand succès.

La municipalité se met à développer son propre stock foncier, visant surtout des ventes où le prix est en dessous du marché sans lier l'achat à un projet particulier. En parallèle une estimation est faite des besoins de la localité en termes de projets et des études plus ou moins avancées sont faites pour ces projets. C'est à ce moment que la municipalité fait appel à des bailleurs de fonds nationaux et internationaux. Ceux-là sont en fait mieux enclins à financer des projets pour lesquelles le terrain est disponible et les études avancées, minimisant ainsi considérablement leurs contributions.

Mariant professionnalisme technique, force politique et opportunisme, la stratégie du réseau d'acteurs municipal de Ghobeiri lui permet de confirmer sa présence sur tout son périmètre municipal. La question d'ELYSSAR n'est certainement pas close. Toutefois, cette stratégie assure au réseau municipal une position forte sur toute table de négociation qui pourrait se mettre en place autour du futur de cette zone. D'autre part, l'expérience de la municipalité de Ghobeiri représente la base sur laquelle est en train de se développer les stratégies d'action de l'union des municipalités de la banlieue faite de municipalités contrôlées par le Hezbollah.

### *Une logique de fédéralisation*

Furn AlChebbak est parmi ces trois localités celle qui a été le moins touchée par la guerre. Elle en a même profité avec le redéploiement d'une partie importante du commerce de la banlieue sud-est vers son souk. De même l'après-guerre voit le développement dans cette localité d'entreprises et de grands équipements publics qui veulent profiter de sa position bien desservie par les grands axes de communication. En fait, le réseau municipal ne se trouve pas réellement face à un vrai défi qui le mettrait en péril ou mettrait la localité dans une situation difficile. Ce réseau de notables peut compter sur les liens d'interconnaissance qui les lient directement à leurs électeurs issus des clans familiaux pour s'assurer le contrôle de la municipalité. Les enjeux électoraux sont en réalité totalement déconnectés des enjeux de développement de la localité. C'est plutôt l'inverse qui est en train de se produire dans cette localité.

On voit ainsi la municipalité changer de nom pour devenir Furn AlChebbak-Aïn AlReméné-Tohwhitat AlNahr. Ceci serait anecdotique si ce n'est pas une des premières décisions du conseil municipal de 1998. En fait, cette décision reflète un compromis au centre du fonctionnement du réseau d'acteurs municipal. La localité comprend trois grandes zones. Historiquement, des clans familiaux étaient ancrés dans l'un ou l'autre de ces zones et continuent avoir des liens privilégiés avec elles. Les trois zones représentent aujourd'hui trois situations foncièrement différentes avec des enjeux différents. La zone dite Furn AlChebbak tourne autour du souk, la zone d'Aïn AlReméné est une zone dense peuplée essentiellement de migrants alors que Tohwhitat AlNahr constitue une des rares zones agricoles au sein de l'agglomération avec quelques quartiers qui se sont développés près des axes de communication. La reprise du nom des trois zones dans le nouveau nom de la localité signale ce que nous appelons par convention ici une logique de « fédéralisation » : une volonté d'inscrire une logique d'équilibre entre ces trois zones dans les interventions de la municipalité. Il est toutefois difficile de parler d'une stratégie d'action du réseau municipal dans cette localité. Ses actions restent plutôt modestes et éparpillées sur tout le périmètre municipal.

Ce n'est que récemment qu'on peut observer un changement dans la logique d'action de la municipalité. La hausse du prix du foncier avive l'intérêt des entrepreneurs et investisseurs privés pour la zone de Tohwhitat AlNahr qui s'est conservée suite à une réglementation de



zoning y interdisant la construction que dans certains secteurs et de façon restreinte. Le réseau municipal voit la nécessité d'une attitude plus proactive pour sécuriser sa place et ses intérêts sur une table de négociation autour de laquelle de puissants intérêts privés et acteurs de l'État central pourraient être présents. En fait, nombreux notables du réseau municipal sont eux-mêmes des propriétaires fonciers dans cette zone. D'autre part, tout grand projet qui se développerait dans cette zone aurait assurément un impact certain sur le reste de la localité. C'est ainsi que la municipalité défend une approche d'ensemble et aujourd'hui des négociations sont en train de prendre place entre les acteurs du réseau municipal, des grands investisseurs et la direction générale de l'urbanisme en charge au Liban des questions en rapport aux questions d'urbanisme. Toutefois, il est trop tôt de juger des issues de ces négociations et du ou des projets qui seraient retenus.

Sans grands enjeux et portées par un réseau d'acteurs municipal manquant d'ambition et de ressources, comparées aux stratégies des deux autres réseaux municipaux, les logiques d'action à Furn AlChebbak sont plutôt de l'ordre de l'adaptation que de la volonté de construction territoriale. Toutefois, même dans cette forme minimaliste de stratégie d'action, la dimension territoriale est comme on a vu présente et centrale.

### **Pour une reterritorialisation par la complexification**

Logique réticulaire d'action et logique territoriale d'organisation ne sont pas forcément exclusifs. Tout au contraire, la construction territoriale peut-être au centre des enjeux et des logiques d'action d'un réseau, ainsi qu'un élément essentiel de sa stabilisation. La dimension territoriale pour un réseau définit un horizon qui donne un sens à son action. Dans le cas des municipalités, l'institution d'un périmètre municipal définit pour le réseau d'acteurs municipal une limite par rapport à laquelle il chercherait à se positionner et guiderait par suite son action. Il peut la reconnaître et se l'approprier pour en faire la limite de « son » territoire, il peut la nier ou la relativiser en s'accrochant à d'autres échelles plus petites ou plus grande. Cependant, la dimension territoriale au niveau local est plus qu'un horizon c'est aussi une ressource. En fait l'action locale ne peut être que territorialisée. À cette échelle les rapports qui lient des acteurs et des espaces peuvent être très forts, de l'ordre de l'identitaire. L'ancrage territorial est ici une principale source de légitimation de l'action des acteurs et une base à partir de laquelle ils peuvent aborder la réalité urbaine et ses enjeux.

Ceci représente la principale différence entre la construction municipale et la construction métropolitaine. La mobilisation du réseau d'acteurs au niveau métropolitain si elle s'appuie dans certains cas sur les rapports qu'entretiennent certains acteurs avec leurs espaces, elle est avant tout une mobilisation politique sur des questions d'ordres économiques ou sociales : l'articulation à la globalisation ou « le droit à la ville »<sup>3</sup>. Au niveau municipal c'est l'inverse. La mobilisation politique autour d'un projet économique ou pour défendre des valeurs culturelles ou politiques est présente, toutefois, c'est ce qu'entend faire le réseau municipal de « son » espace qui pousserait un acteur à intégrer ce réseau, le soutenir ou s'y opposer. La construction municipale est ainsi plus sensible aux ancrages territoriaux et impose aux réseaux municipaux une prise en considération de ces ancrages lors de la formulation de ses différentes stratégies d'action.

La fragmentation politique ou administrative d'une agglomération urbaine est d'habitude considérée comme une source supplémentaire de fragmentation de la ville ainsi que de complexification qui la rendrait ingouvernable. À la lumière de notre présentation nous soutenons ici que loin d'être un risque à bannir, cette fragmentation serait plutôt la

---

<sup>3</sup> Comme dans la représentation que se fait Jouve (2005) de la métropolisation.

bienvenue. Elle permet aux différents acteurs, notamment les acteurs locaux, de se positionner par rapport à différentes échelles territoriales et en se basant sur leurs propres ancrages territoriaux s'intégrer ou s'opposer à différents projets de construction territoriales.

Dans un monde globalisé où les acteurs de la globalisation sont principalement des grands intérêts économiques privés, nous nous reconnaissons dans le besoin d'œuvrer pour une reterritorialisation de la ville qui remettrait les enjeux politiques locaux et les acteurs locaux au centre de la fabrique de l'urbain. La métropolisation par le haut, à travers les gouvernements métropolitains par exemple, malgré ses effets d'annonce, nous semble incapable d'aller dans ce sens au delà des limitations auxquelles fait face l'État-nation. Par contre, la reterritorialisation par la complexification – entendre la multiplication des échelles politiques et administratives – nous semble être à la fois un enrichissement très important de l'action publique, une plus grande inclusion des acteurs et de leurs ressources dans la production de la ville et une plus grande prise en compte des enjeux locaux dans cette production.

### Références citées

- BURGESS (1979) La croissance de la ville: introduction à un projet de recherche, In: Grafmeyer Y. et Joseph I., *L'école de Chicago: naissance de l'écologie urbaine*, Éditions du Champ Urbain, Paris
- DEAR M. & FLUSTY S. (1998) Postmodern urbanism, In: *Annals of the association of american geographers*, n° 88, pp. 50-72
- GENESTRIER P. (2002) La rhétorique de la ville fragmentée : ou quand l'idéal holiste est délégué à l'échelon local, In: Navez-bouchanine F. (dir.), *La fragmentation en question: des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ?*, L'Harmattan, Paris
- HARVEY D. (2004) L'urbanisation du Capital, In : *Actuel Marx*, No 35, pp. 41-70